

lendemain, afin de permettre aux délégués de Russie de recevoir de nouvelles instructions de leur pays.

Ce qui m'a surtout frappé sur la question des fonctions de l'Organisation des Nations Unies c'est que les délégués russes adoptaient un point de vue diamétralement opposé à celui qui était généralement observé par les pays démocratiques de l'hémisphère occidental. Les Russes étaient enclins à insister presque exclusivement sur la force, sur l'Organisation des Nations Unies comme étant dominée par les grandes puissances et ayant le pouvoir d'empêcher toute agression future. Un tel point de vue s'explique à la lumière de l'histoire des vingt-cinq dernières années. Deux fois au cours de cette période de temps la Russie a été envahie et brutalement attaquée par les armées allemandes. Par suite d'une telle attitude, les Russes insistaient presque exclusivement sur le Conseil de sécurité. Ils amoindrissaient plutôt les autres organismes, comme le Conseil économique et social, l'Assemblée générale et, à un moment donné, ils allèrent jusqu'à proposer que le Conseil de sécurité ait son secrétariat propre et bien distinct. Il est vrai de dire qu'en général il y eut quelques divergences d'opinions entre les représentants des démocraties occidentales et les délégués de l'Union soviétique et des Etats qui pensent comme elle. Ces divergences furent aplanies grâce à des compromis raisonnables ou, dans un ou deux cas, par un vote en comité. D'habitude, ce vote repoussait le point de vue russe mais les délégués de la Russie n'en prenaient pas ombre et paraissaient aussitôt disposés à procéder à l'étude d'une autre question. A tout prendre, je rapporte l'impression que les démocraties peuvent travailler de concert avec l'Union soviétique bien que parfois cela puisse s'avérer une tâche pénible et délicate. Il faudra pour cela une patience sans borne et une ferme adhésion aux principes reconnus.

L'honorable M. DUFF: Très bien!

L'honorable M. HUGESSEN: Nous étions alors à la fin de décembre. Inutile de nier que, dans l'intervalle, nos relations avec l'Union soviétique se sont détériorées. Je tiens à conserver ma modération et à ne proférer aucune parole provoquante mais je n'hésite pas à affirmer que les responsables de cette situation malheureuse sont les dirigeants actuels de la Russie qui ont charge de sa politique étrangère.

Laissez-moi vous faire le récit des événements des trois derniers mois, tels que reflétés dans la radio et les journaux soviétiques et dans les actions également inspirées en haut lieu de M. Vishinsky au Conseil de sécurité à Londres. A quoi tout cela

L'hon. M. ROBERTSON.

se résume-t-il sinon à une succession d'attaques acrimonieuses contre la Grande-Bretagne et la politique anglaise dans diverses parties du globe, à une guerre des nerfs contre deux petits pays sur la frontière méridionale de la Russie: la Turquie et l'Iran et qui se complique aujourd'hui par le refus évident d'évacuer ses troupes de ce dernier pays dès le 1er mars, comme la Russie l'avait solennellement promis? Il est remarquable de voir que, depuis deux jours, cette guerre des nerfs s'est étendue jusqu'au pays situé au sud de l'Iran. Je veux parler de l'Irak. Les apologistes du régime soviétique prétendent que sa grande ambition n'est pas d'attaquer des pays étrangers mais d'assurer la sécurité de ses frontières afin qu'elle puisse porter toute son attention à son développement interne si rudement éprouvé. Il se peut qu'il en soit ainsi. Je l'espère sincèrement. Je suis prêt à marcher de pair avec l'Union soviétique pour lui permettre d'assurer sa propre sécurité et la protection de ses frontières. Tout honorable sénateur qui se rappelle ce que j'ai dit ici en octobre dernier ne me contredira pas. Mais si la sécurité, et la sécurité seule, est la politique de la Russie, pourquoi ces attaques contre la Grande-Bretagne? Mais si la sécurité, et la sécurité seule, est la politique de la Russie, je refuse de croire que de petits pays comme la Turquie et l'Iran ou l'Irak menacent la puissante Union soviétique. Une telle prétention frise la folie. Les gestes récents du gouvernement russe dans diverses parties du monde ont porté les autres pays à se demander de façon aussi pertinente que vient de le faire le sénateur Vandenberg quand il a dit, l'autre jour, au Sénat américain: "Où la Russie veut-elle en venir?" On craint ouvertement que de tels procédés soient les premiers pas d'un plan d'agression, l'intention de fouler aux pieds les droits des petites nations et l'ambition de dominer le monde à la façon de Hitler au cours des années qui ont précédé la dernière guerre et d'une façon que nous n'ignorons pas.

Il y a une certaine parcelle de vérité dans tout cela. Toutefois, j'aime à croire, du moins je l'espère sincèrement, que ce n'est pas là toute l'explication. Après tout, il se peut que la politique actuelle de la Russie se compose d'un certain nombre d'éléments, y compris un désir bien humain de voir ses ennemis héréditaires balayés de la surface du globe et aussi l'ambition d'obtenir ce qu'elle peut pendant que le moment est propice. Je suis plutôt porté à croire qu'une telle attitude menaçante provient du mécontentement et de la fatigue de la guerre dont souffre la population russe.

Une VOIX: C'est exact.